



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES SERVICES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

(Direction générale des impôts, 1942-1982)

Répertoire numérique détaillé

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Services centraux de la direction générale des impôts.....	7
Direction de la garantie et des services industriels.....	7
Services spécialisés (céréales et viticulture).....	8
Services des contributions directes et de l'enregistrement.....	9
Services des contributions indirectes.....	10
Service des Domaines.....	10
Services extérieurs.....	10
Réseau comptable.....	11
Incidence des réformes fiscales sur l'organisation et le fonctionnement des services.....	13

Référence

B-0065483/1 – B-0065509/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Organisation et fonctionnement des services.

Dates extrêmes

1946-1982

Noms des principaux producteur

Direction générale des impôts, bureau 2A1 (suivi de l'activité des services extérieurs et gestion des emplois)

Importance matérielle

27 boîtes soit 2,95 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 23 janvier 1987 portant la référence PH 001/87.

Historique du producteur

L'introduction de l'impôt sur le revenu et le passage progressif à un système d'impôts synthétiques et personnalisés imposent une réorganisation des trois régies (les Contributions directes et le cadastre, les Contributions indirectes, l'Enregistrement, les domaines et le timbre). Une première tentative de réunion des Contributions directes et de l'Enregistrement (décret du 17 septembre 1926) échoue. Après guerre, les trois directions générales sont supprimées et fusionnées dans la direction générale des impôts (DGI) (décret du 16 avril 1948), à laquelle est rattaché le service des domaines au 31 décembre 1952. En fait, pendant plusieurs années, la DGI n'est que la superposition des trois administrations anciennes, la législation fiscale étant réservée à un service de coordination. La fusion des directions centrales est progressive jusqu'en 1960 avec la mise en place d'une organisation fonctionnelle comprenant huit services. Leur nombre est réduit à cinq entre 1960 et 1969, puis à quatre en

1996 (Personnel et Budget, Organisation et informatique, Opérations fiscales et foncières, Contentieux), enfin à trois en 1998 (Ressources, Application, Juridique). De 1977 à 1998, le service de la législation fiscale (SLF), rattaché directement au ministre du budget, recouvre son autonomie (décret du 28 juin 1977). Intégré à la DGI (décret du 2 novembre 1998), il en devient une direction (arrêté du 2 novembre 1998) pour laquelle est créé un poste de directeur général adjoint (décret du 15 juin 2000). Le décret n° 2007-1003 du 31 mai 2007 place la DGI sous l'autorité du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique ; le décret n° 2007-996 du 31 mai 2007 place la DLF est placée sous celle du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi et la met disposition du ministre du budget pour la préparation des lois de finances. Quant aux services déconcentrés, ils fusionnent de 1967 à 1970 dans une structure commune, le centre des impôts (décret du 30 décembre 1968). La réforme aboutit également à la mise en place de directions départementales des services fiscaux, ainsi qu'à la fusion des services comptables des contributions indirectes et de l'enregistrement. Les directions à compétence régionale, mises en place à partir de 1960, concourent à une mission générale d'harmonisation et de coordination, avec les directions spécialisées, notamment en matière de contrôle fiscal (décret du 1er août 2000). Les directions des services fiscaux forment une autre catégorie de services déconcentrés de la DGI : elles se composent des centres des recettes des impôts (assiette et contrôle de tous les impôts), des brigades de contrôle et de recherche (depuis 1972), des centres des impôts fonciers (depuis 1977), des conservations des hypothèques. Les objectifs des directeurs des services fiscaux sont déclinés localement et contractualisés avec le directeur général dans le cadre d'un contrat de performance. Enfin, la DGI adopte le statut juridique des services à compétence nationale défini par un décret du 9 mai 1997 pour un grand nombre de ses services territoriaux (arrêtés du 24 juillet 2000) qui s'occupent de la formation des agents (Ecole nationale des impôts, Ecole nationale du cadastre), d'activités à caractère économique (direction nationale d'interventions domaniales - DNID) ou de contrôle fiscal dans des secteurs spécifiques (direction des vérifications nationales et internationales, direction nationale des vérifications de situations fiscales, direction nationale d'enquêtes fiscales). Un arrêté du 13 décembre 2000 crée à compter du 1er janvier 2002 la direction des grandes entreprises, service à compétence nationale, qui est l'interlocuteur fiscal unique des grands groupes (plus de 35 000 entreprises) pour l'assiette et le recouvrement des impôts, les dossiers étant traités par télé-procédures. En 2004, le réseau DGI récupère le recouvrement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur les salaires, qui dépendait de la direction générale de la comptabilité, et rapproche les recettes (réseau DGCP) et les centres des impôts (réseau DGI). Parallèlement, le programme COPERNIC (arrêté du 12 novembre 2001), piloté conjointement avec la DGCP, est créé pour mettre en place le compte fiscal simplifié et plus largement l'administration fiscale électronique. En 2008, la DGI et la DGCP fusionnent en une direction générale des finances publiques (décret n° 2008-310 du 3 avril 2008).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Présentation du contenu

Ces archives illustrent les modifications apportées à l'organisation et au fonctionnement de la direction générale des impôts (DGI) et de ses services y compris extérieurs, principalement entre la fin des années 1940 et les années 1970.

Suite à la fusion en 1948 des trois directions générales des contributions directes, des contributions indirectes et de l'enregistrement, la DGI nouvellement créée doit concentrer et regrouper progressivement les tâches assurées par l'ensemble des administrations financières fusionnées. En 1960, la réorganisation des services centraux est pratiquement achevée et la

DGI comprend alors huit services (personnel et budget, législation, contentieux, relations internationales, cadastre, domaine, activités spécialisées, monopoles fiscaux). En 1968 est envisagée l'opportunité d'une nouvelle réorganisation axée sur « l'ouverture au progrès et la préparation à l'avenir ». Cela aboutit au regroupement de certains services et en 1971 la DGI n'en comprend plus que cinq (personnel et budget, administration générale, législation et relations internationales, contentieux, affaires foncières et domaniales).

En ce qui concerne les services extérieurs de la DGI, leur réorganisation est progressivement appliquée suite à la décision ministérielle du 10 mai 1958. Sont mis en place le rapprochement des services des contributions directes et de l'enregistrement dans une même direction, la constitution d'une direction unique des impôts dans certains départements, la création de directions régionales avec un rôle de coordination et d'animation, la suppression de recettes de l'enregistrement et de recettes centrales en matière de contributions directes, la fusion de huit directions départementales des contributions directes et de l'enregistrement et l'installation de huit directions régionales, la constitution d'une direction spéciale d'enquête pour la recherche des renseignements nécessaires à l'assiette et au contrôle des impôts dans la région parisienne.

Indexation

Contributions indirectes

Enregistrement

Domaine public

Service extérieur

Fonctionnaire de l'Etat

B-0065492/2 – B-0065492/3, B-0065493/4 - B-0065493/5, B-0065494/1, B-0065496/2

Services centraux de la direction générale des impôts.

1948-1978

B-0065492/2

Direction des services généraux, répartition des emplois des catégories B, C, D relative à la nouvelle implantation : notes, tableaux, note de service.

1948-1961

B-0065492/3

Réorganisation : contre projet d'organisation de certains services, note de service, organigrammes.

1957-1959

B-0065493/4

Instruction sur les nouvelles modalités de gestion des compétences respectives du service du personnel et du budget et du service de l'administration générale : projets de l'instruction, notes.

1973

B-0065493/5

Fonctionnement des inspections de fiscalité personnelle et de fiscalité immobilière : travaux du groupe de travail sur la situation des services (30-6-77), compte rendu de réunion.

1977

B-0065494/1

Evolution des effectifs budgétaires de la direction générale des impôts et dynamique des implantations, bilans et perspectives : notes, tableaux, fiches, compte rendu de réunion.

1969-1973

B-0065496/2

Suggestions des employés supérieurs sur les gestions 1973 et 1974, 1975, élaboration des projets de réponse : note d'étude, instructions, imprimés, fascicules.

1972-1978

B-0065498/1 – B-0065500/5

Direction de la garantie et des services industriels.

1946-1974

B-0065498/1

Organisation et fonctionnement des bureaux, projet de réforme, renforcement en effectifs, mise en place des IFAC : notes, rapports, tableaux, rapports annuels du directeur.

1946-1971

B-0065499/1

Situation des bureaux de province : notes, tableaux, renseignements statistiques, correspondance (1967-1969) ; fusion des services des essais et de la garantie : rapport annuel, projet, tableau, note, compte rendu de réunion (1969).

1967-1969

B-0065500/1

Brigade nationale des alcools, rattachée à la direction de la garantie et des services industriels, affectation d'agents du service des contributions indirectes à la brigade : notes, correspondance, rapport, compte rendu d'activité.

1946-1973

B-0065500/2

Organisation des services de surveillance des distilleries pour les campagnes. - Campagnes de distillation à la Réunion de 1958 à 1974 (1955-1974) ; campagne de distillation dans les autres départements (1971-1972) : notes, tableaux, correspondance.
1955-1974

B-0065500/3

Extension de la réglementation de la garantie dans les départements d'outre-mer, mesures d'organisation, création d'un bureau de garantie dans chacun de ces départements : notes, correspondance, plans, procès verbal du comité technique paritaire local.
1962-1972

B-0065500/4

Organisation d'un service spécialisé au sein de la direction de la garantie et des services industriels, création d'un service technique des compteurs d'alcools : carte, instruction, correspondance, notes.
1963-1970

B-0065500/5

Rattachement à la recette principale divisionnaire de la garantie et des services industriels du magasin général des ustensiles et instruments de service des contributions indirectes : travaux préparatoires.
1962-1967

B-0065483/1 - B-0065487/2

Services spécialisés (céréales et viticulture).
1951-1982

B-0065483/1

Mise en place, organisation et fonctionnement, nouvelles implantations et consistances des services : états de renseignements, procès verbal, notes, instruction, rapport, compte rendu, note d'information, imprimés, réponses des directeurs, relevés par département.
1951-1982

B-0065484/1

Équipement des nouveaux services en matériel et mobilier de bureau : notes, procès verbal de séance, brochures, correspondance, appel d'offre, devis.
1962-1966

B-0065484/2

Mise en service de nouveaux imprimés (instruction n° 51 du 28 octobre 1963) : correspondance, imprimés, projet d'instruction.
1963-1965

B-0065484/3

Service de la viticulture en Corse, création, mise en place, renforcement des effectifs, titres de mouvement et extension au 1-9-67 des dispositions concernant le statut viticole, indemnités kilométriques : notes, correspondance, tableaux, procès verbal de réunion.
1955-1969

B-0065484/4

Service de la viticulture en Champagne viticole délimitée, demande d'implantation d'emplois : notes, correspondance, cartes, procès verbal de séance, renseignements statistiques, rapport, tableaux.
1956-1973

B-0065485/1 – B-0065486/1

Création et mise en place dans certains départements de secteurs mixtes de contrôle ou d'un centre de viticulture : notes, procès verbal de séance du comité technique paritaire local, cartes, étude, correspondance, rapport, projet de réorganisation.

1959-1973

B-0065485/1

Ain, Allier, Basses-Alpes, Ariège, Aveyron, Charente, Charente-Maritime, Cher, Côte-d'Or, Dordogne, Drôme, Ardèche, Haute-Garonne, Ariège, Gers, Indre, Indre-et-Loire, Isère, Hautes-Alpes, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Loire, Loire-Atlantique, Lot, Lot-et-Garonne.

1959-1967

B-0065486/1

Maine-et-Loire, Puy-de-Dôme, Basses-Pyrénées, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Saône-et-Loire, Savoie, Deux-Sèvres, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne.

1964-1973

B-0065487/1

Mise en place le 1^{er} septembre 1962 à titre expérimental pour la prochaine campagne, du centre départemental de la viticulture des Pyrénées orientales : notes, cartes, correspondance, rapports, compte rendu de visite.

1962-1963

B-0065487/2

Centres de viticulture, extension des procédures d'exploitation des déclarations de chiffres d'affaires aux autres départements de la région de Montpellier, l'Aude, l'Hérault, le Gard, ainsi qu'à la Gironde et la Loire-Atlantique et le Rhône, organisation et implantation : notes, correspondance, cartes, tableaux, extraits de procès verbal.

1960-1973

B-0065488/1 - B-0065489/2

Services des contributions directes et de l'enregistrement.

1946-1968

B-0065488/1

Délimitation des services locaux, projet définitif pour certains départements (Doubs, Drôme, Eure, Eure-et-Loir, Finistère, Gard, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Hérault, Ille-et-Vilaine, Indre, Indre-et-Loire, Isère, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Loire, Haute-Loire, Loire-Atlantique, Loiret, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Maine-et-Loire, Manche, Marne, Haute-Marne, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Morbihan, Moselle, Nièvre : notes, cartes, tableaux (1959-1969), documentation (1958-1962).

1958-1968

B-0065489/1

Création d'une direction unique des sociétés dans le département de la Seine, dispositions concernant le personnel : notes, procès verbal des séances du comité technique paritaire, compte rendu, correspondance, tableaux, rapport.

1946-1961

B-0065489/2

Mise en place des centres des impôts : notes, note d'information, BODGI, bulletin officiel des contributions directes et du cadastre (1958-1962) ; création des inspections mixtes : conseils pratiques, notes, note d'information (1959-1962) ; structure et fonctionnement des services réorganisés : instructions, note complémentaire à l'instruction, note, notice pratique (1960-1963) ; étude et réalisation des installations nécessaires au relogement des services réorganisés : note (1961) ; réorganisation de la

documentation pour les services non réorganisés : compte rendu du groupe d'étude, instruction expérimentale, note (1961-1963).

1958-1963

B-0065492/4, B-0065495/1

Services des contributions indirectes.

1955-1973

B-0065492/4

Entrepôts de tabacs en Corse, organisation, renforcement des effectifs, suppression de certains entrepôts : notes, correspondance.

1955-1973

B-0065495/1

Surveillance des fabriques de capsules représentatives des droits, frais de surveillance, réglementation, situation des fabricants de capsules - congés : enquête et réponse (1961-1972) ; renforcement des postes de surveillance, suppression de capsuleries : dossiers par département (Allier, Bouches-du-Rhône, Charente, Côte-d'Or, Eure-et-Loir, Haute-Garonne, Gironde, Indre, Isère, Landes, Loire, Haute-Loire, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Marne, Nord, Rhône, Haute-Savoie, Yvelines, Var, Vosges, Essonne, Val-de-Marne) : correspondance, tableau, procès verbal du CTPL, notes, rapport (1960-1973).

1960-1973

B-0065490/1 - B-0065491/1

Service des Domaines.

1946-1963

B-0065490/1

Nouvelles attributions domaniales, aménagements à apporter à l'organisation du service : textes (1946-1951) ; enquête sur les besoins en personnel : propositions des directions (1954-1957).

1946-1957

B-0065490/2

Service central des ventes du mobilier de l'État (SCVM), renforcement des effectifs, suppression de postes : notes, correspondance, note complémentaire, arrêtés, tableaux, règlement intérieur.

1954-1961

B-0065490/3

Direction des domaines de la Seine, suivi du fonctionnement au niveau des emplois et des attributions : notes, rapports, tableaux, correspondance, observations du directeur.

1954-1963

B-0065491/1

Service domanial foncier de la région parisienne, création d'un service domanial pour l'application de la loi foncière du 6 août 1953 dans la région parisienne, répartition et implantation des emplois : notes, rapport.

1958-1962

B-0065491/2 – B-0065492/1, B-0065497/1 - B-0065497/3

Services extérieurs.

1936-1980

B-0065491/2

Réorganisation des services fiscaux en région parisienne, création d'une direction nationale d'interventions domaniales et d'une direction des affaires foncières de Paris (1958-1968) ; création de trois directions des grandes entreprises (1966-1968) ; contrôle de l'estimation des titres non cotés (1967-1980) ; création d'une direction nationale d'enquêtes fiscales (1968) ; constitution de directions départementales uniques (1968-

1969) : notes, correspondance, tableaux, étude, projet de note constitutive du comité technique paritaire central, instructions et documents administratifs.

1958-1980

B-0065492/1

Réorganisation des régies financières : notes de principe, notes d'études, rapport.

1948-1954

B-0065497/1

Création de directions régionales : observations sur cette création au sein de la DGI (1936-1949) ; mise en place des nouvelles structures des services composant les directions régionales expérimentales de Chalons-sur-Marne, Dijon, Lille, Marseille, Poitiers et Rennes, attributions provisoires et mesures d'organisation, création d'emplois : notes, bulletin officiel (BODGI), tableau (1956-1961) ; extension de la compétence aux autres régions, Montpellier (1956-1963), région parisienne (1961), Rouen (1961), Lyon (1962-1968), Nancy, Nantes, Poitiers (1963), Clermont-Ferrand (1963-1964), Strasbourg (1964), Toulouse (1964), Bordeaux (1964-1965), Amiens (1965-1966), Orléans (1966) ; réorganisation des échelons de commandement dans les services extérieurs de la DGI : notes, observation du bureau (1957-1960).

1936-1968

B-0065497/2

Fonctionnement, observations de la DGI sur le rapport de la Cour des comptes : fiches, note, note pour le ministre.

1975-1976

B-0065497/3

Réorganisation des directions départementales uniques, mise en place des nouvelles structures et répartitions des compétences : notes, projet d'organigramme des services de direction dans les départements.

1968-1969

B-0065494/2, B-0065496/1, B-0065501/1 – B-0065509/1

Réseau comptable.

1959-1979

B-0065494/2

Implantation des emplois de receveurs divisionnaires et de receveurs principaux 2^{ème} classe dont les titulaires assureraient les fonctions de fondé de pouvoirs (1975-1976) ; effectifs dans le réseau comptable (1976-1979) ; agents en fonction dans les recettes principales d'actes judiciaires (1977) ; effectifs du service des enquêtes et poursuites de la recette divisionnaire (1977) : notes, listes des postes, rapport, correspondance, note d'information.

1975-1979

B-0065496/1

Implantation des emplois de contrôleur divisionnaire inscrit au budget de 1966 (arrêté ministériel du 6 août 1966) : travaux (1965-1966) ; inscrit au budget de 1969 : travaux (1968-1971).

1965-1971

B-0065501/1

Principe de base (1969-1970) ; fusion des services d'assiette et de contrôle (1969-1970) ; mise en place du réseau comptable unifié (1968-1970) : notes, fiche technique, note d'information, questions écrites, correspondance, note pour le ministre, décisions, tableaux, rapport, instruction.

1968-1977

B-0065502/1

Incidences de la réforme du réseau comptable sur les effectifs : notes, note d'information, correspondance, fiche technique, procès-verbal de réunion, tableaux, note pour le ministre, liste.

1970-1975

B-0065502/2

Audience accordée par M. Delorme, directeur général adjoint, le 9 mars 1973, aux représentants du syndicat national des agents de la DGI "SNADGI" : éléments d'information sur les effectifs du réseau comptable, éléments de réponse.

1973

B-0065502/3

Audience accordée par M. le directeur général adjoint à une délégation de l'Amicale nationale des comptables de la DGI : éléments d'information sur les différents points soulevés, éléments de réponse (1973-1975) ; discours du Président de l'Amicale des comptables au banquet annuel : préparation (1974-1975).

1973-1975

B-0065503/1

Recettes locales à compétence élargie, création, réorganisation, mise en place, révision du classement, suppression de bureaux auxiliaires : notes, rapports, compte rendu, liste, notes et fiches d'information, correspondance, instruction provisoire.

1960-1982

B-0065504/1

Classement des emplois comptables de la direction générale des impôts pour l'année 1966 (1959-1967) et pour l'année 1968 (1967-1973) : notes, tableau comparatif, arrêtés, interventions, listes, correspondance.

1959-1973

B-0065505/1

Révision du classement des emplois comptables de la direction générale des impôts, mise à jour au 1er janvier 1975 : travaux du projet de révision du classement et résultat de l'étude.

1963-1974

B-0065506/1 – B-006508/1

Réorganisation des services d'assiette et de contrôle.

1966-1977

B-0065506/1

Modification des implantations d'emploi dans les autres services que ceux des droits indirects : notes, correspondance, note au ministre, fiches de modification, fiches analytiques des tâches, liste des entreprises, projet d'implantation, tableaux, étude, rapports des départements.

1967-1973

B-0065507/1

Centres expérimentaux de Chartres, Chaumont, Langres et Joinville, comité technique paritaire central du 23 juillet 1968 : travaux du groupe d'étude, conclusions des expériences réalisées.

1966-1968

B-0065508/1

Réunions du comité technique paritaire central du 5 janvier 1972, 5 mai 1976 et du 11 mars 1977 : travaux préparatoires, procès verbal des séances.

1971-1977

B-0065509/1

Situation des personnels des recettes et aux moyens de service, problème de recouvrement : rapports des directeurs régionaux, fiche technique relative aux moyens en personnel et à la vérification des services, notes sur la relance de l'action de recouvrement, notes sur les recouvrements consécutifs au contrôle fiscal.

1968-1979

B-0065493/1 – B-0065493/3, B-0065509/2

Incidence des réformes fiscales sur l'organisation et le fonctionnement des services.

1965-1976

B-0065493/1

Incidences de la réforme de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les tâches du service des contributions indirectes, attribution d'une indemnité spécifique temporaire aux agents des services extérieures de la direction générale des impôts chargés de l'assiette et du contrôle de la TVA : notes, tableaux, motions des syndicats, correspondance, étude.

1965-1968

B-0065493/2

Incidences de la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires sur l'organisation des services, rôle et attributions des contrôleurs : notes, compte rendu de réunion, tableaux, note d'étude, motions syndicales, correspondance.

1966-1969

B-0065493/3

Fiscalisation des conservations des hypothèques : notes, correspondance, Journal officiel, fiche d'observations, compte rendu du groupe d'étude.

1970-1974

B-0065509/2

Aide fiscale à l'investissement, incidences sur les charges de travail des services de recouvrement, estimation des besoins supplémentaires en personnel : correspondance, fiches techniques, textes, notes, fiche d'information, notes de dossier.

1975-1976